



UNITE NATIONALE DE GESTION D'ABA GRANGO (UNAG)

ATELIERS SUR LES FOOD VOUCHER

Grande Anse, Jérémie

Rapport de mission

Présenté par :

Frisnel DESIR

Rédjino MOMPRIER

Responsable des Investissements agricoles

Responsable des Infrastructures rurales

INTRODUCTION

Un atelier sur le Food Voucher a été réalisé par l'USAID à Jérémie durant la période allant du 11 au 13 septembre 2012. L'objectif était, à partir d'expériences de différents opérateurs, d'identifier les contraintes et les meilleures pratiques concernant les projets de Food voucher mis en œuvre en Haïti, en vue d'éclairer la conception future d'une telle activité dans une stratégie de filet de sécurité nationale. Il a été organisé par l'USAID qui a financé des projets de Food voucher mis en œuvre par la CARE et le CRS dans la Grande Anse. L'atelier a donné également l'occasion de réaliser des visites de terrain et des séances réflexions sur les implications des Food voucher. L'UNAG qui coordonne la stratégie nationale d'Aba Grangou a été invitée à participer.

Compte tenu des difficultés au niveau logistique, nous n'avons pas pu participer aux deux premiers jours des ateliers. Cependant, au troisième jour, nous avons pu échanger avec ceux qui étaient présents durant les deux premiers jours avant de poursuivre avec le programme. Une journée supplémentaire a été réservée aux techniciens de l'UNAG pour visiter l'expérience de la CARE dans la commune de Roseau et la 1^{ère} section de Carrefour Charles (Habitation Fonds Bayard).

La première section présente successivement l'expérience de l'ACF dans le cadre d'un projet de Food voucher mis en œuvre dans certains quartiers de Port-au-Prince, suivie de celle de la CARE. La seconde traite des résultats des travaux d'ateliers et des réflexions dégagées sur les Food Voucher en s'inspirant de l'expérience du PAM dans d'autres pays. La

dernière section présente les leçons tirées par les techniciens de l'UNAG sur les projets de Food Voucher.

EXPERIENCE DE ACF (ACTION CONTRE LA FAIM)

En avril 2011, ACF a lancé un projet de Food Voucher dans 4 quartiers populaires de Port-au-Prince dans l'objectif était d'améliorer les situations nutritionnelles et économique des familles. Ce projet cherche spécifiquement à appuyer la diversification alimentaire en s'assurant d'une réduction du poids de l'alimentation dans le budget des ménages. Ce qui augure la possibilité d'allouer le revenu prioritairement à d'autres postes de dépenses tels que (logement, éducation, santé). Ce projet visait aussi à supporter l'activité économique des marchandes vivant dans ces quartiers.

Le bénéficiaire de Food Voucher reçoit un paquet de 11 coupons alimentaires équivalent à 2250 Gourdes par mois pendant 4 mois. Les coupons sont répartis en trois catégories pour insister sur la diversification de la consommation:

- 5 coupons de 200 gdes chacun pour l'achat de produits de base (riz, pois, maïs, huile)
- 5 coupons de 200 gdes pour l'achat de fruits et légumes frais et de poissons,
- Un coupon pour 250 Gdes pour se procurer l'énergie de cuisson (Charbon de bois).

Le voucher énergie a été créé au début du projet du fait qu'il a été démontré que l'accès à l'énergie, spécialement au charbon de bois, était un facteur clé pour la sécurité alimentaire (30% du cout du panier de la ménagère).

Selon ACF, les vouchers pour les produits frais représentent 75% des dépenses alimentaires des ménages en produits frais. Les vouchers produits de base représentent 25% des dépenses en produits de base, alors que le voucher énergie s'élève à 30% des dépenses du ménage en énergie.

Ce projet a touché 4500 bénéficiaires et 300 marchandes répartis dans 4 marchés de Port-au-Prince. Les bénéficiaires ont été sélectionnés sur une base participative suivant les critères prédéfinis de vulnérabilités en accordant une attention particulière aux ménages avec des femmes enceintes ou qui allaitent et / ou qui possèdent des enfants de moins de cinq ans.

Ce projet a été couplé avec un volet de formation et de sensibilisation sur l'éducation et l'hygiène alimentaire, la lutte contre le choléra, ainsi qu'avec un projet pilote portant sur la culture maraîchère. 200 bénéficiaires parmi les 4500 ont participé à ce projet pilote de potager urbain.

EXPERIENCE DE LA CARE

A l'aide d'un financement de 7.5 millions de dollars de l'USAID, la CARE a mis en œuvre un projet de Food Voucher touchant 12000 familles vulnérables réparties dans 9 communes du département de la Grand' Anse. A partir d'une carte digitalisée « ticket mangé » reliée à un système électronique développé en collaboration avec la Digicel, les bénéficiaires reçoivent d'un magasin affilié au projet des aliments équivalents à 2000 Gourdes. Avec l'approbation du projet, le magasin transmet ensuite les factures à la FONKOZE pour la rétribution. La rétribution se fait une fois par mois.

Le kit est constitué de 25Kg de riz, 2.5 Kg de maïs, 2.5 Kg de haricot, d'un gallon d'huile, 4 sachets de spaghetti et d'un sachet de Maggi ou d'hareng saure. Le bénéficiaire récupère tout le stock dans les 3 premiers jours qui suivent le renflouement du compte électronique du bénéficiaire.

Les bénéficiaires ont été sélectionnés sur une base participative suivant les critères prédéfinis d'extrême vulnérabilité en accordant une attention particulière aux personnes malades, les handicapés et les personnes âgées. Le comité communal de coordination mis en place pour la sélection des bénéficiaires est composé de professeurs d'écoles, de prêtres, de juges, de pasteurs et d'élus locaux. Un système de vérification est mis en place dans les communes pour permettre aux agents de terrain de pouvoir assurer le contrôle. La liste une fois approuvée est soumise à la Digicel pour l'attribution de code secret.

Les agents de CARE réalisent des suivis périodiques sur les marchés pour analyser l'évolution des prix et s'assurer que les magasins respectent les prix du marché.

QUELQUES REFLEXIONS SUR LES FOOD VOUCHER

A partir des différents exposés, des visites de terrain et de l'expérience du PAM dans d'autres pays, plusieurs éléments ont été présentés et discutés. Avant de mettre en œuvre un projet de Food Voucher, il est important de bien définir son objectif, prendre en compte la taille du ménage et les critères de ciblage. Il est important aussi de tenir compte de la valeur du transfert et mettre en place les indicateurs correspondants.

Objectif de l'aide. Si l'objectif est d'apporter une réponse d'urgence à une population touchée, il faudra regarder le ratio coût efficacité/efficacité. S'il s'agit d'un soutien nutritionnel aux familles, dans ce cas, il faut peut-être améliorer la qualité du régime alimentaire des bénéficiaires, en particulier sa diversité. Dans ce cas aussi, il faut prévoir l'écart nutritionnel à couvrir et mettre l'accent sur le choix des produits et la dignité des personnes. S'il s'agit d'un soutien à l'économie locale, le voucher doit être conçu pour renforcer et soutenir le développement de la production alimentaire / agro-alimentaire locale. D'autres questions peuvent être posées pour savoir si le voucher rentre dans le cadre d'un support au filet de sécurité sociale ou d'un soutien au revenu des plus pauvres

de la population. Dans ce cas, quels sont les lacunes qui doivent être couverts, quels sont les critères de pauvreté? Combien de temps devrait durer l'assistance fournie?

Ciblage. Le profil de ciblage doit varier avec le type d'assistance qu'on veut apporter basée sur des données existantes. Cela demande alors un travail préalable sur les situations des ménages. Il faut une meilleure compréhension de la pauvreté et des mécanismes de partage et de système de soutien au sein des communautés. Il faut aussi une meilleure cartographie du support en termes de type d'assistance fournie aux ménages par les différents intervenants dans le milieu.

Taille du ménage. Le voucher doit s'éloigner du paquet standard pour tenir compte de la taille véritable du ménage. Dans ce cas, il est important de veiller à la définition du ménage et comment il peut se distinguer de la famille élargie. Cela aura un meilleur impact sur la détermination de la valeur à transférer et aidera à une meilleure compréhension du partage entre les membres de la famille. Le système actuellement en place avec 2000 HTG remis à toutes les familles mettent en évidence un manque d'équité.

La valeur du transfert. En rapport avec l'objectif fixé, il faut se demander si la valeur du voucher est basée sur un panier d'aliments de base ou sur des aliments nutritionnels. Il faut tenir compte de l'écart de consommation à couvrir. Le montant du transfert doit s'adapter au cout du marché pour ne pas créer trop d'inflation dans l'économie locale et de ce fait, cela renvoie à la question du niveau d'augmentation du prix acceptable compte tenu de la situation d'urgence.

Les indicateurs. La définition des indicateurs doit tenir compte de l'objectif du projet. Est-ce qu'il s'agit d'un paquet de soutien d'urgence (filet de sécurité) ou est-ce qu'il vise à apporter un soutien pour sortir du programme d'urgence.

Si l'intervention vise à améliorer la diète ou la sécurité alimentaire sans élever les conditions de vie ménages (en ciblant les familles les plus pauvres), sa suppression induira un retour du bénéficiaire dans son état initial. Il faut définir la ligne de base avec des indicateurs clés de sécurité alimentaire à insérer dans le projet afin de mesurer l'impact à court et moyen terme. Si la production alimentaire locale est l'objectif principal du projet, quels sont les indicateurs en place pour saisir l'impact du projet ?

TRAVAUX D'ATELIERS

Durant le séminaire, des ateliers de travail ont été réalisés pour réfléchir sur différentes dimensions des Food Vouchers. Trois groupes ont été constitués pour travailler respectivement sur la sélection de bénéficiaires, les types de transfert (distribution en nature, distribution par coupons papier, distribution électronique, transfert de cash) et les

modalités de mise en œuvre des vouchers électroniques ou papier ainsi que sur des vouchers spécifiques. Les groupes ont été appelés à orienter leurs réflexions sur les implications de mise en œuvre dans le temps (court terme et long terme) et dans l'espace (zones rurales, zones urbaines, espace régional ou national). Vu que les programmes de food voucher sont mis en œuvre à travers des projets de court terme, certains ont réfléchi aussi sur les stratégies de sortie. Le personnel de l'UNAG a été reparti à travers les différents groupes. Les résultats des travaux de groupes relatent que :

- Les comités locaux sont capables de définir une liste de bénéficiaires puisque dans les communautés chaque membre a une connaissance de la situation d'un autre. Les comités locaux de protection civile sont par définition la structure habilitée pour conduire le processus de sélection. Mais, d'autres types de structures ayant une bonne représentation de la société civile sont capables de mener le processus. Dans tous les cas, il est important de renforcer le contrôle à travers la réalisation des visites de terrain.
- Dans le court terme, les vouchers papiers sont à préférer dans les zones rurales que dans les zones urbaines, car en milieu rural, il y a un manque de maîtrise de la technologie cellulaire (absence de couverture réseau) et une carence d'institutions financières pour le remboursement des commerçants. Il n'existe pas non plus assez de commerçants formels (détenteurs de patente) pouvant intégrer le système de voucher électronique. Les Vouchers papiers peuvent être encouragés dans les zones urbaines dans le premier mois de la réponse immédiate, sous condition de disponibilité des produits sur les marchés. Dans ce cas, il est nécessaire de penser préalablement à stocker des coupons pour une utilisation rapide après le choc.
- Au niveau national, les vouchers ne suffisent pas (problème de disponibilité des produits alimentaires), il y a lieu de faire des distributions directe de nourriture d'où la nécessité de pré-positionner des stocks. On peut aussi penser à un système de transfert de cash s'il y a disponibilité des produits sur les marchés.
- A long terme, il y a nécessité pour le gouvernement de définir le contenu du safety net (filet de sécurité sociale). Dans ce cas, le voucher électronique ou papier peut être préconisé suivant les objectifs attendus. S'il s'agit d'un objectif nutritionnel, le voucher papier est mieux adapté, car répond mieux à la possibilité de diversification des produits en intégrant les produits locaux. Mais, il y a nécessité de travailler sur le volet sensibilisation et formation ainsi qu'un volet d'accompagnement par le secteur privé. Au niveau national on peut penser à un système complémentaire de voucher papier en milieu rural et électronique en milieu urbain.
- Les vouchers doivent être priorisés pour les catégories de personnes les plus vulnérables (enfants de 0 à 1000 jours, handicapées, vieillards, orphelins, etc.).

Cependant, il existe un besoin de révision des mécanismes de filets de sécurité sociale en Haïti ainsi que les outils sélection et d'analyse des modalités de transferts (MIFIRA - Market Information for Food Insecurity Response Analysis, EMA par exemples).

- Il est important de réaliser des transferts non conditionnels, notamment pour les indigents, à travers les banques de transfert (transfert de cash respecte davantage la dignité) et de travailler sur le volet sensibilisation/formation sur la nutrition.
- Dans tous les cas, la mise en place d'un système de voucher doit tenir compte d'un ratio « bénéficiaires/commerçant » pour éviter des distorsions de marché.

LEÇONS TIREES DES ATELIERS

Les principales leçons tirées de ces ateliers sont les suivantes :

1. Les différents projets qui mettent en œuvre le food voucher sont de courte durée, sans intégration avec des activités productives dans les zones d'intervention et sans prévisions de stratégies de sortie. C'est-à-dire, avec la fin du projet, le bénéficiaire retournera à la situation initiale.
2. Les coupons fractionnés offrent de meilleure possibilité aux bénéficiaires d'étaler ses achats dans le temps et pourraient avoir un meilleur impact sur la sécurité alimentaire des ménages. Car, le système de l'USAID incite le bénéficiaire à faire un seul achat généralement durant les 3 premiers jours suivant le renflouement du compte, quitte à partager les aliments avec les voisins.
3. Il est important que le Food voucher soit couplé avec un volet d'éducation nutritionnelle, notamment dans une perspective d'intégration des produits locaux. Car, il a été démontré que les produits importés étaient socialement plus valorisants pour celui qui souffre de la faim. De toute façon, l'intégration des produits locaux doit s'accompagner d'autres mesures liées à l'organisation de la production et du transport jusqu'au magasin de vente.
4. Des vouchers spécifiques peuvent être envisagés dans l'intérêt de répondre à des programmes d'urgence ou à des besoins à plus long terme. Nous citons par exemple, des vouchers sociaux (santé, éducation, achats de livres et d'uniforme) ou productifs (semences, cabris, poules) qui aideraient à la recapitalisation des communautés affectées.
5. Dix pourcent (10%) de la population haïtienne vivent dans une situation d'indigence et de misère extrême et méritent d'être pris en compte par le

Gouvernement. Cette situation est connue par les membres des communautés locales. L'expérience de la CARE a montré que cette communauté peut s'impliquer dans le ciblage et la sélection des bénéficiaires. Il n'est donc pas indispensable d'attendre la mise en place d'une base de données pour commencer avec l'assistance. Cependant, il est nécessaire d'intégrer les communautés dans l'élaboration des critères de vulnérabilité, de renforcer le pouvoir de contrôle, et au fur et à mesure, de travailler à la constitution de la base de données.

6. Il faut disposer d'une structure de surveillance régulière pour contrôler les prix des produits au niveau des magasins de livraison. Car, si magasin est éloigné, dans les sections communales par exemple, il y a possibilité d'augmenter le cout des aliments pour compenser le coût du transport. Ainsi, la quantité d'aliments prévue pour la valeur du Voucher se réduit avec possibilité d'impact négatif sur le niveau consommation.

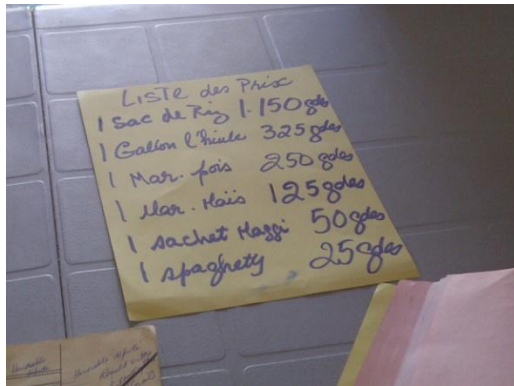


Figure 1: une photo de la liste prise chez la vendeuse

Voici un échantillon des coupons de nourriture



Figure 2: Une Photo de Distribution prise dans la 1^{ère} section communale de Wozo

